

Pays : Italie

Commission : Sommet UE–OTAN

Problématique : Renforcement de la défense autonome de l'UE et maintien de la solidarité transatlantique

Membre fondateur de l'Union européenne et de l'OTAN, l'Italie estime que la sécurité européenne repose sur deux piliers complémentaires : une défense européenne renforcée et une alliance transatlantique solide. Le gouvernement dirigé par Giorgia Meloni soutient pleinement l'Ukraine et la protection du flanc oriental, tout en soulignant l'importance stratégique du flanc sud (Méditerranée et Afrique).

Pour Rome, une Europe de la défense doit renforcer l'OTAN, et non la concurrencer.

Enjeux principaux :

Équilibre budgétaire : Atteindre, au niveau des dépenses militaires, les 2 % du PIB (voire davantage selon les discussions récentes) sans fragiliser l'économie nationale.

Autonomie industrielle : Réduire la dépendance technologique extérieure à l'UE.

Solidarité transatlantique : Garantir que l'autonomie européenne ne soit pas perçue par Washington comme un désengagement vis-à-vis de l'OTAN.

Propositions de l'Italie :

1. Sécurisation du « Flanc Sud » et de la Méditerranée Élargie

L'Italie propose que l'UE et l'OTAN cessent de regarder uniquement vers l'Est pour adopter une vision mondiale.

Par exemple : Soutenir le renforcement de la Mission ASPIDES en Mer Rouge pour garantir la liberté de navigation, vitale pour l'économie européenne.

Initiative diplomatique : Utiliser le « Plan Mattei » (stratégie italienne pour l'Afrique) comme levier de stabilité pour contrer l'influence du groupe Wagner et les investissements prédateurs chinois dans les infrastructures critiques méditerranéennes.

2. Autonomie Industrielle et Souveraineté Technologique

Pour Rome, l'autonomie ne se décrète pas, elle se finance.

Soutien au GCAP : Réaffirmer l'importance du Global Combat Air Programme (chasseur de 6ème génération) comme modèle de coopération : il garantit que l'Europe reste à la pointe technologique face au F-35 américain, tout en restant interopérable avec les alliés.

Priorité PESCO : Demander que les financements du Fonds Européen de Défense (FED) soient réservés en priorité aux consortiums incluant des PME européennes, afin de protéger notre base industrielle et technologique de défense (BITD).

3. Doctrine de la « Complémentarité Opérationnelle »

L'Italie refuse la création d'une armée européenne qui ferait doublon avec les structures de l'OTAN (SHAPE).

Partage des tâches :

OTAN comme seul garant de la Défense Collective (Article 5) et de la dissuasion nucléaire.

UE comme leader sur la Gestion de Crise. Rome propose l'opérationnalisation immédiate de la Capacité de déploiement rapide de l'UE (5 000 hommes) pour des extractions de ressortissants ou des réponses aux catastrophes naturelles.

Le pilier Européen de l'OTAN : L'Italie propose que l'augmentation des budgets nationaux vers les 2 % du PIB serve à combler les lacunes capacitaires européennes (ravitaillement en vol, transport lourd, drones de surveillance).